

**Bureau des installations et travaux réglementés  
pour la protection des milieux**  
Affaire suivie par : OC  
Dossier n°2025-125-MED

Marseille, le **17 JUL. 2025**

**Arrêté n°2025-125-MED portant mise en demeure de la société Palumbo Superyachts Marseille de respecter les prescriptions réglementaires applicables à ses installations de réparation navale de Marseille (2<sup>ème</sup>)**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud  
préfet des Bouches-du-Rhône  
préfet de police des Bouches-du-Rhône**

**VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**VU** le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

**VU** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

**VU** l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2930 (ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2020-15-ENREG du 9 octobre 2023 portant enregistrement des installations de réparation navale exploitées par la société Palumbo Superyachts Marseille sur le territoire de la commune de Marseille (2<sup>ème</sup>) ;

**VU** le rapport de l'inspection de l'environnement du 3 juin 2025 relatif à sa visite du 30 avril 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société Palumbo Superyachts Marseille est régulièrement autorisée à exploiter des installations de réparation navale au niveau des formes de radoub n°3 à 6 des bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille, sur le territoire de la commune de Marseille (2<sup>ème</sup>) ;

**CONSIDÉRANT** que lors de sa visite du 30 avril 2025, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :

- la société ne procède pas à des analyses mensuelles des rejets aqueux issus des formes. Seule une analyse annuelle est réalisée. En outre, la mesure en continu des paramètres débits, pH et température n'est pas réalisée ;
- la société n'a pas été en mesure de fournir les documents justifiant du bon état et de la vérification annuelle des bouches incendie ;
- les paramètres poussières totales, métaux et composés n'ont pas été analysés lors des dernières analyses des rejets atmosphériques ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2.1.5, 2.7.1 et 2.6.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2020-15-ENREG du 9 octobre 2023 susvisé ;

**CONSIDÉRANT** la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé de réception notifiée le 6 juin 2025 ;

**CONSIDÉRANT** les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courriels en date des 4 et 15 juillet 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Palumbo Superyachts Marseille de respecter les prescriptions susvisées, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - La société Palumbo Superyachts Marseille, dont le siège social est situé au 5 boulevard des bassins de radoub 13002 Marseille, exploitant un chantier de réparation navale au niveau des formes 3 à 6 des bassins Est du Grand Port Maritime de Marseille, sur le territoire de la commune de Marseille (2<sup>ème</sup>), est mise en demeure :

- **dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**
  - de respecter les dispositions de l'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2020-15-ENREG du 9 octobre 2023, en réalisant des analyses mensuelles des rejets aqueux issus des formes de radoub, et en mettant en place les dispositifs de mesure en continu des paramètres débit, pH et température.
  - de respecter les dispositions de l'article 2.7.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2020-15-ENREG du 9 octobre 2023, en transmettant le dernier rapport de vérification (de moins d'un an) justifiant du bon fonctionnement des bouches incendie.
- **dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**
  - de respecter les dispositions de l'article 2.6.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°2020-15-ENREG du 9 octobre 2023, en procédant à l'analyse des paramètres poussières totales, métaux et composés dans ses rejets atmosphériques.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois en vue de l'information des tiers, en application de l'article R.171-1 du code de l'environnement.

**Article 4** - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 5 - Exécution**

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le maire de Marseille,
  - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
  - Le directeur départemental des territoires et de la mer,
  - Le commandant du bataillon des marins pompiers de Marseille,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,  
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

